

OCTOBRE 2021

RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – OUANGO

PROJET RELSUDE



EXECUTIVE SUMMARY

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses situations de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine.

Depuis la crise de 2012, la cohésion sociale a été érodée dans le pays. À Ouango, la population musulmane à Ouango a grandement réduit depuis 2017, au point où il n'en reste presque plus. Au regard des contraintes de temps et compte-tenu de cette réalité démographique, la consultation effectuée dans la ville n'a permis de prendre en compte que des perceptions des communautés chrétiennes.

Les habitants ont signalé que leur situation économique constituait une cause de premier plan de leurs difficultés. Des éléments économiques et de subsistance se retrouvent au centre de leurs messages autour de leurs souffrances actuelles, les raisons pour certains de rejoindre les groupes armés, leur motivation pour la réconciliation, leurs recommandations pour créer un meilleur avenir et tant d'autres sujets. En somme, les habitants ont affaire à un cercle vicieux à traiter d'urgence : la crise économique renforce l'insécurité, qui à son tour, renforce la crise économique.

Le groupe armé Séléka est arrivé dans cette localité en 2014. Lors des premiers temps de leur présence, la vie quotidienne n'était pas si ébranlée avant les derniers mois de 2014. Dès lors, les exactions se sont multipliées et des membres des communautés chrétiennes ont commencé à fuir. En représailles, les Anti-Balaka de Ouango se sont organisés pour les protéger, selon les habitants – améliorant dans un premier temps leur situation. Avec le temps, les Anti-Balaka ont eux-aussi commencé à commettre les mêmes exactions que les Séléka. En 2017, les altercations entre groupes armés ont entraîné la fuite des communautés musulmanes, chassées par les Anti-Balaka à la suite d'attaques des Séléka.

Les habitants de Ouango sont fatigués de vivre ces antagonismes religieux. Ils indiquent vouloir la réconciliation et le retour des communautés musulmanes dans la ville. Leurs motivations pour revenir à une cohésion sociale sont toutefois liées en grande partie à la déplorable situation économique. Ils estiment que l'absence des commerçants musulmans nourrit la crise économique qui, selon eux, est dû à l'insécurité, la perte de résilience des populations lors des déplacements vécus, le mauvais état des routes, et l'excessive pression liée à la taxation légale et illégale. Le retour de ces commerçants constituera, pour eux, une partie indispensable du désenclavement commercial de Ouango.

La maire précédente a facilité avec d'autres acteurs de la ville un dialogue intercommunautaire qui a apaisé Ouango. Depuis plusieurs mois, les habitants accueillent quelques commerçants musulmans lors du marché tenu mensuellement et ils confirment une nette amélioration des relations. Si beaucoup considèrent être prêts pour leurs retours et à une cohabitation, il n'en reste pas moins une nécessité de continuer vers un dialogue approfondi entre les deux communautés pour permettre une cohabitation durable.

Dans la ville, il n'y a pas d'acteurs armés, ni les FACA ni leurs alliés. Les Anti-Balaka ont globalement cessé leurs activités armées mais ne sont pas désarmés. Entretemps, les ONG ont

mené peu d'activités approfondies et plusieurs répondants ont évoqué un manque d'écoute étatique à l'égard de leurs revendications. De ce fait, la population se sent vulnérable à Ouango.

En cas de conflit, les habitants de Ouango se tournent vers les autorités locales pour l'arbitrage et/ou aux organisations de la société civile pour la médiation ou la résolution de conflit. Les organisations considérées comme principales par les habitants sont détaillées dans ce rapport.

Cette consultation a permis d'identifier plusieurs éléments prioritaires pour conseiller et apporter un appui à Ouango. Ces recommandations proposées par les habitants sont les suivantes :

- **Soutien à une relance économique** : développer les activités économiques, créer de nouvelles opportunités pour les jeunes et faciliter le désenclavement commercial, entre autre à travers le retour des communautés musulmanes dans ce dernier cas ;
- **Consolidation de la paix** : fournir non seulement un soutien technique, mais également matériel et financier aux organisations qui peuvent approfondir les relations intercommunautaires ;
- **Retour des forces de l'ordre, de l'État et aboutir au DDDR des Anti-Balaka** : soutenir un retour à une situation régulière, renforcer la confiance aux autorités de l'État et leur réinstallation ;
- **Rôle des organisations non-gouvernementales (internationales)** : mettre en place des programmes de relance économique, prenant en compte la création d'emploi.

Pendant les formations effectuées pour les membres de la société civile et du CLPR à Ouango, un plan d'action a été élaboré pour atteindre la résilience des habitants et la cohésion sociale. Ce plan d'action et un rapport de la formation sont attachés au présent rapport.

TABLE DE MATIÈRES

Executive summary.....	2
Abbréviations	5
Introduction	6
Analyse de conflit pour Oxfam & RELSUDE	6
Méthodologie	6
Ouango.....	7
Situation politique, ordre public et sécurité	8
Rappel historique des tensions à Ouango.....	8
Situation actuelle	9
Femmes.....	10
Acteurs	10
Identité, relation avec les groupes armés et cohésion sociale	12
Relations avec les groupes armés.....	13
Réfugiés – déplacés – retournés.....	13
Économie – préoccupation principale	14
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit.....	16
Femmes.....	16
Acteurs	17
Conseil sous-préfectoral de la jeunesse (CSPJ).....	18
Plateforme religieuse.....	18
Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA).....	19
Comité de Paix (CP).....	19
Comité Local de Planning et Suivi (CLPS)	20
Ex-maire	20
Recommandations et base pour plan d’action	21
Support pour relèvement économique	21
Besoin de support	22
Retour des musulmans.....	22
Consolidation de la paix	22
Retour des forces de l’ordre, de l’Etat et DDDR des Anti-Balaka	23
Organisations non-gouvernementales (internationales).....	23
Annexes.....	25
Méthodologie	25
Rapport de formation	26
Plan d’action de solidarité - Ouango.....	26

ABBREVIATIONS

CLPR - Comités Locaux de Paix et de Réconciliation

CLPS - Comité Local de Planning et Suivi

CP - Comité de Paix

CSPJ - Conseil Sous-Préfectoral de la Jeunesse

DDRR - Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement

FACA - Forces Armées Centrafricaines

OFCA - L'Organisation des Femmes Centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

ONGI – Organisations non-gouvernementales Internationales

OSC – Organisation de société civile

RDC – République Démocratique du Congo

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, Coopi, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis mène ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Mingala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie est appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis organise une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

METHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs interrogés sans biais ni inductions. Ce rapport sur Bria aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnée, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

OUANGO

Localité frontalière de la RDC, Ouango est le chef-lieu de sa sous-préfecture, qui fait partie de la préfecture de Mbomou. La plupart des 23 000 habitants¹ attestent appartenir aux groupes ethniques des Yakoma et Nzakara mais il y a également des Dendi, Zandé, Togbo et Gbaya. Situé sur la rivière Mbomou, les activités les plus importantes sont l'agriculture et la pêche.

La population est (presque) entièrement chrétienne – catholique et protestante – depuis que les musulmans ont fui les confrontations de 2017. Certains se sont installés à Bema (Ouango 2), d'autres à Bangassou et d'autres se sont réfugiés en RDC. Au regard des contraintes de temps et compte-tenu de cette réalité démographique, cette analyse ne tient compte que des perceptions des communautés chrétiennes.

¹ Direction Générale de la Statistique, des Etudes Economiques et Sociales, République Centrafricaine. Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003 (PHC 2003). Ref. CAF_2003_PHC_v01_M. Dataset downloaded from https://catalog.ihsn.org/catalog/4083/study-description#metadata-data_collection on 08/10/21.

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

RAPPEL HISTORIQUE DES TENSIONS À OUANGO

Les habitants de Ouango se rappellent de l'arrivée des combattants Séléka en 2014. La majorité convient qu'au départ, le Séléka voulait surtout contrôler la région et revendiquer les droits des musulmans ainsi que des habitants de l'est du pays. Mais avec le temps, ils ont commencé à commettre des exactions telles que des braquages, des viols et des coupures de route. Par conséquent, vers la fin de l'année 2014, une partie des communautés chrétiennes s'est vue obligée de traverser la rivière et de fuir vers la République Démocratique du Congo.

Pour défendre leurs communautés, de jeunes chrétiens restés sur place se sont organisés en un groupe armé, nommé Anti-Balaka, avec l'aide de la section de l'Anti-Balaka déjà établie à Bangassou. Malheureusement, selon la plupart des interlocuteurs, malgré une amélioration de leurs conditions de vie au début de cette intervention, les éléments de l'Anti-Balaka ont par la suite commencé à commettre les mêmes crimes que les membres du Séléka avant eux.

Selon les répondants, les membres du Séléka (ou leurs successeurs – les habitants parlent exclusivement des « Séléka ») et les membres des Anti-Balakas se sont opposés violemment à Ouango à plusieurs reprises entre 2015 et 2017. En 2017, le Séléka a incendié des maisons et tué quatre chefs de quartier, poussant une partie de la population à fuir la localité. Par la suite, les membres de l'Anti-Balaka ont réussi à repousser les troupes du Séléka en dehors de la localité, ainsi que les communautés musulmanes accusées d'être leur complice. Selon les membres du CLPS, « ils ont été victime d'agression, de pillage et de tueries¹. » Ces derniers ont fui pour s'installer à Bema, une ville dont l'activité commerciale est reconnue localement, et située à 35km au sud-ouest de Ouango, de Bangassou et de Bambari. Cette situation a duré pendant plusieurs années durant lesquelles il était parfois dangereux de voyager entre communautés chrétiennes et musulmanes.

Pendant ces affrontements, les communautés chrétiennes, elles aussi, se sont vu contraintes à fuir en masse en direction de la République Démocratique du Congo. Après leur retour fin 2017, beaucoup attestent avoir perdu leur résilience, leur bétail et subi de fortes pertes matérielles. La présence des groupes armés poussa les autorités de l'Etat à fuir et laissant la population vivre de facto sous leur régime.

SITUATION ACTUELLE

Après des années de conflit, les habitants de Ouango sont conscients des désavantages amenés par cet antagonisme. 68% des participants indiquent que vivre en paix est, à leurs yeux, l'un des facteurs les plus importants pour leur bien-être, mentionnant souvent le besoin d'une réelle stabilité sécuritaire lors des entretiens et groupes de discussion, et attribuant à l'absence une série d'explications: la pauvreté, un taux de malnutrition augmentant, un commerce fortement réduit, l'absence des opportunités d'emploi, des infrastructures dilapidées et généralement une population en situation de vulnérabilité avancée. Comme explique le Comité Local de Planning et Suivi (CLPS)² :

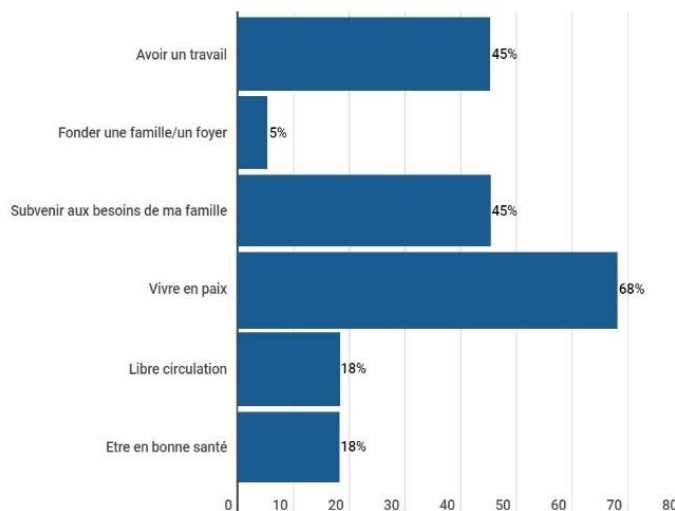
Pendant la crise militaro-politique, les populations ont perdu leurs biens et jusqu'à lors elles n'ont pas réussi à avoir des activités génératrices de revenus leur permettant de faire la résilience et donc pour le moment la situation économique dans la ville est lamentable³.

Les habitants de Ouango affirment qu'il y a une amélioration des relations avec les communautés musulmanes. L'ancienne maire de la ville avait entamé des pourparlers avec les groupes armés et les communautés musulmanes – une action conjointe avec d'autres autorités locales et organisations humanitaires, mais que la plupart des répondants attribuent à la ex-maire.

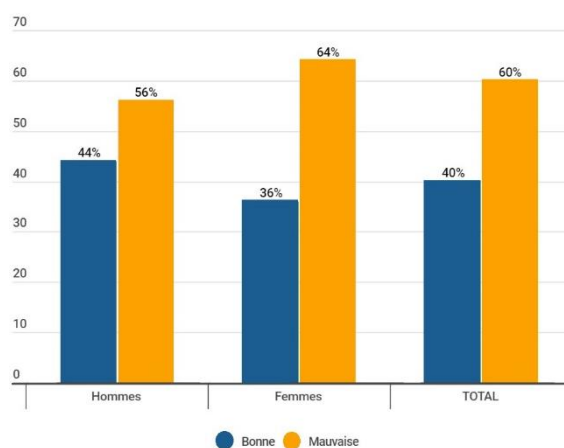
Ensemble, ils sont parvenus à normaliser les relations entre les deux communautés religieuses et à rétablir une situation non-violente. Depuis quelques mois, des commerçants musulmans fréquentent le marché mensuel, parmi un accueil chaleureux de la part de la population locale, selon certains, preuve pour ces derniers qu'ils sont prêts et ouverts à leur retour permanent.

Un point récurrent mentionné lors des discussions de groupes et des entretiens semi-structurés est le souhait des populations chrétiennes de voir les musulmans revenir s'installer dans la localité. Cette demande semble d'abord motivée par la potentielle amélioration de la situation économique grâce à un désenclavement commercial que leur retour pourrait engendrer pour Ouango. Cependant, les réponses montrent également un besoin et une envie de passer d'abord par une réconciliation et un processus d'approfondissement de la cohésion sociale entre les deux communautés. L'analyse des questionnaires indique une bonne volonté de vouloir travailler sur les relations intercommunautaires

Malgré cette amélioration des relations perçue, 60% des enquêtés estiment que leur situation sécuritaire est actuellement mauvaise. Les femmes enquêtées la considèrent généralement pire. 77% craint même devenir victime d'abus. Les répondants Dendi, par contre, ont une vision plus positive que les autres groupes ethniques comme les Yakoma. Beaucoup d'enquêtés (68%), surtout ceux qui



Qu'est-ce qui est important pour vous dans la vie ?
(n=41)



'Comment estimez-vous votre sécurité ?'
(n=40)

² Voir acteurs dans les initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit

³ Focus Groupe 1 avec six femmes et six hommes (onze agriculteurs et une fonctionnaire), tenu à Ouango –Donald Koe Miabe fac. Donald Koe Miabe –12/08/21

voient la situation sécuritaire comme mauvaise (84%), apportent parmi les raisons clé la faible présence des forces de l'ordre – notamment les FACA, qui ne se présentent que le jour du marché.

Une deuxième cause importante, selon les enquêtés, est la pauvreté, et plus probablement les effets que cette dernière peut avoir sur les conflits – notamment sur les jeunes qui, faute d'opportunités économiques, se voient contraints de rejoindre les groupes armés, l'augmentation du taux de criminalité, l'accroissement de l'insécurité alimentaire, etc. Tous les participants mentionnent un manque d'activités économiques comme l'une des premières conséquences de l'insécurité et 90% indiquent la rareté des produits de premières nécessités. Effectivement, une grande majorité des répondants indiquent ne pas pouvoir subvenir aux besoins de leur famille et les préoccupations économiques et financières étaient présentes dans toutes les groupes de discussion, entretiens et questionnaires.

FEMMES

Les femmes de Ouango disent s'inquiéter spécifiquement de la sécurité de leurs enfants, surtout celles entre 26 et 49 ans qui partagent cet avis à 78%. Les femmes plus jeunes et plus âgées se disent plus préoccupées par la marginalisation des femmes dans la société.

54% des femmes disent déjà avoir été victime d'abus (contre 22% des hommes). Elles ont peur des groupes armés qui sont à mesure d'être la source d'agressions physiques – mais également, surtout selon les jeunes femmes, d'agressions sexuelles, une inquiétude qui s'explique par le fait que deux tiers des répondantes affirment connaître quelqu'un à qui ce genre d'abus est déjà arrivé.

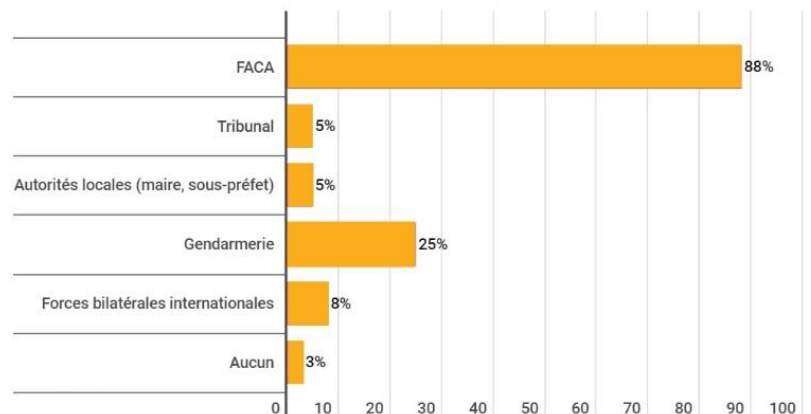
Mais les femmes ont aussi des rôles actifs comme expliqué dans le chapitre sur les initiatives locales et endogènes à la résolution de conflit.

ACTEURS

Actuellement, il n'y a pas d'acteurs armés actifs dans la localité de Ouango. Le Séléka est parti sous pression des forces Anti-Balaka. Les FACA et leurs alliés ne sont pas présents à Ouango même – ce qui n'empêche pas certains habitants de se plaindre des taxes levées par les FACA sur les axes routiers reliant la ville.

Néanmoins, 88% des habitants considèrent les FACA le meilleur acteur pour assurer leur sécurité – bien que cette opinion soit moins forte parmi les femmes (82%) et les membres de la communauté Dendi enquêtés (64%).

Les Anti-Balaka ont, de manière générale, cessé leurs activités – sans pour autant participer au processus de désarmement. Ils continuent donc à poser un danger qui mène parfois à des exactions. La plupart des interviewés – y compris toutes les autorités locales interrogées – ont insisté sur la nécessité de leur désarmement. Le leader de la plateforme religieuse a même indiqué qu'ils seraient prêts à le faire. Par contre, selon eux, ceci ne sera accepté que si les forces de l'ordre de l'Etat viennent assurer leur sécurité.



‘Selon vous, qui est le meilleur acteur pour assurer votre sécurité ?’
(n=41)

À défaut d'autres représentants de l'Etat, ce sont le sous-préfet et le maire qui gèrent l'ordre public à Ouango, ensemble avec les chefs de quartier et de groupe. De son côté, le sous-préfet mentionne que des démarches sont en cours pour le retour des forces du FACA, de la gendarmerie, de la police et même des fonctionnaires de l'Etat qui n'ont pas encore pu reprendre service au sein de la localité. Mais, entre-temps, certains, y compris

le sous-préfet, vont jusqu'à déclarer que, de fait, le chef-lieu de la sous-préfecture est Bema plutôt que Ouango :

Les douaniers, FACA, les personnels des eaux et forêts s'installent dans cette zone pour contrôler les entrées et sorties des personnes et marchandises.

Aucune ONG n'a de présence permanente dans la ville, ce qui pousse les habitants à réclamer qu'une attention soit portée sur leurs multiples besoins – comme expliqué dans les chapitres Economie et Recommandations.

Un sentiment de désespoir revient souvent. En absence des forces de l'ordre conventionnelles et des ONG, la population se sent vulnérable. Combiné avec le manque total de réponse de l'Etat vis-à-vis de leurs revendications, cela se traduit par une impression d'être laissé à leur sort.

IDENTITÉ, RELATION AVEC LES GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les habitants de Ouango s'identifient principalement par leur groupe ethnique (68%) d'abord et plus rarement par leur religion. Ceci pourrait s'expliquer par l'absence d'une grande diversité religieuse au sein de la localité. En outre, on peut noter que 27% des femmes indiquent également leur métier comme l'élément central de leur identité.

L'histoire de la fondation de Ouango ne fait pas l'unanimité. Les Yakoma et les Nzakara revendiquent tous les deux être à l'origine de cette ville. Cette discussion s'inscrit dans une légère tension teintée par une dynamique de supériorité entre ces deux groupes ethniques, avec les groupes Dendi et Mbougou s'alliant souvent aux Nzakara.

Les tensions historiques des communautés chrétiennes envers les communautés musulmanes demeurent palpables malgré les expressions de bonnes intentions. Il est vrai que les interlocuteurs évoquent souvent le besoin du retour de la communauté musulmane, mais la motivation est souvent la même : ils sont des experts en commerce, ce dont les communautés de Ouango ont actuellement besoin. Parfois, les mêmes interlocuteurs ne considèrent même pas que les musulmans sont des centrafricains.

Une volonté de vivre-ensemble semble cependant émerger. 80% des enquêtés indiquent des relations positives avec l'autres communautés. Et même s'ils n'ont pas eu beaucoup d'opportunités d'interagir avec les communautés musulmanes, ils se montrent généralement prêts à le faire à l'avenir – même si les femmes enquêtées semblent plus réticentes. À cela s'ajoute l'insistance dans la quasi-totalité des discussions de groupe et entretiens semi-structurés sur le besoin d'une amélioration de la cohésion sociale entre les deux groupes de confessions.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Comme indiqué plus haut, les habitants de Ouango perçoivent les Anti-Balaka comme étant venus protéger les communautés chrétiennes contre les Séléka – voire même contre les communautés musulmanes dû à connivence qu'ils perçoivent entre les deux derniers. Malheureusement, disent les interlocuteurs, les Anti-Balaka ont commis les mêmes exactions que les Séléka. Jusqu'à ce jour, les éléments Anti-Balaka représentent une menace pour Ouango tant qu'ils ne sont pas désarmés et réintégrés.

Néanmoins, dans une partie de la population, un sentiment d'allégeance aux Anti-Balaka persiste. Ce sentiment est probablement lié à leur situation de vulnérabilité. Bien que des exactions sporadiques de la part des éléments Anti-Balaka continuent, ils sont également leur dernière ligne de défense.

Comme indiqué ci-haut, la plupart des interviewés – y compris toutes les autorités locales interviewées – ont insisté sur le désarmement des Anti-Balaka. Le leader de la plateforme religieuse a même indiqué qu'ils seraient prêts à le faire.

À plus long terme, il y aura besoin de diminuer également les raisons pour rejoindre les groupes armés. Selon les répondants, ce sont surtout des jeunes hommes et leurs raisons sont principalement économiques : presque tous mentionnent soit le manque d'opportunités, soit la pauvreté.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS – RETOURNÉS

Des affrontements entre les groupes armés ont occasionné le départ massif des habitants vers la RDC à deux reprises. Par conséquent, une bonne partie de la population a souffert de grandes pertes en termes d'animaux d'élevage (surtout petit élevage) et ainsi que de la destruction ou vol de leur propriété. Entre autres le conseil sous-préfectoral des jeunes, l'OFCA et un groupe de femmes ont indiqué qu'un grand manque de moyens persiste parmi cette partie de la population, menant vers une pauvreté profonde et la malnutrition. Une majorité des répondants souhaite que les retournés soient soutenus dans leur tentative de retrouver un équilibre dans la vie.

Ce dernier vaut également pour les déplacés qui ne sont pas encore retournés. Plusieurs interlocuteurs, y compris le sous-préfet, ont mentionné que certains groupes sont encore en RDC et manifestent leur volonté de rentrer au pays. La raison pour laquelle ils tardent à revenir s'installer est le manque de moyens et la perte de leurs biens ou maisons. Le sous-préfet a même mentionné que son ambition est de faciliter le retour de toutes les communautés qui se sont vues obligées de fuir les affrontements du passé.

ÉCONOMIE - PRÉOCCUPATION PRINCIPALE

Bien que l'aspect sécuritaire soit très important pour eux, les messages et revendications des habitants de Ouango sont d'abord économiques. En effet, 80% des participants consultés mentionnent des éléments économiques – avoir un travail (surtout les hommes) ou subvenir aux besoins de la famille (surtout les femmes) – parmi les thèmes les plus importants de leur vie (suivi de 66% pour les aspects de sécurité).

En effet, ces deux éléments sont intrinsèquement liés pour une bonne partie des répondants. Les habitants dessinent une réalité difficile dans leur localité. Les conflits ont drastiquement diminué les activités économiques ; l'état des routes, l'insécurité et les taxes légales et illégales ralentissent voire préviennent l'arrivée régulière de commerçants et des marchandises ou font flamber les prix. A cause des déplacements de population, beaucoup ont perdu leurs biens, leurs animaux et, par conséquent, leur capacité à produire suffisamment pour subvenir à leurs besoins.

Les conflits ont causé le départ des communautés musulmanes. Bien que les tensions persistent – malgré une amélioration – il semble y avoir quasi-unanimité quant à leur expertise en commerce nécessaire pour faciliter une relance économique.

La deuxième raison évoquée pour la situation économique lamentable est l'état des routes. Un voyage à Bangassou (situé à 75km) peut facilement prendre une journée entière et faire l'objet de blocages fréquents lors de la saison des pluies.

À cela s'ajoute l'insécurité sur les routes et les multiples extorsions dont les groupes armés sont à l'origine, cités par 68% des enquêtés comme raison principale de la dégradation du climat économique local. Le Séléka est le groupe armé le plus souvent désigné, suivi par les forces Anti-Balaka. Ils regardent surtout les FACA pour améliorer cette situation.

Par contre, certains dénoncent également une taxation excessive, souvent par les FACA, aux barrières et sur les routes. Ces activités engendrent une augmentation des prix des marchandises et découragent les commerçants de venir au marché. Les habitants de Ouango semblent sujets aux désavantages que représente la présence des forces de l'ordre sans pour autant en cueillir les bénéfices en termes de sécurité qu'ils attendent tant d'eux.

Pour toutes ces raisons, la ville se ravitaillent à la rivière frontalière avec la RDC. Les commerçants congolais sont devenus indispensables pour l’approvisionnement en produits vivriers et importés. Ces importations de marchandises sont soumises à des impôts qui élèvent les prix sur le marché.

Pour résoudre les problèmes économiques, les répondants veulent donc que ces aspects soient comblés par le gouvernement – qui, selon eux, ne se soucie pas suffisamment du sort de la ville – mais aussi par les ONG. Leur intervention est souhaitée pour plusieurs raisons. Des projets comme « Cash for Work » et Londo⁴ sont cités pour créer de l’emploi aussi bien que des projets fournissant des formations professionnelles et un soutien matériel et financier, qui, ensemble, peuvent soutenir la relance économique. En outre, il y a un réel besoin de faciliter la cohésion sociale pour accompagner le retour des communautés musulmanes.

Une partie des répondants voient aussi une création d’emploi direct par les ONG dans d’autres localités qui pourrait bénéficier aux jeunes de Ouango.

⁴ La Banque Mondiale, 'La Banque mondiale accorde 100 millions de dollars supplémentaires au projet LONDO en République centrafricaine', 2019, <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2019/05/30/world-bank-provides-100-million-for-the-londo-project-in-the-central-african-republic>, consulté le 28/09/21

INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Généralement, en cas de conflit, selon 75% des enquêtés, les habitants se tournent en premier lieu vers leur chef de quartier. S'il s'avère nécessaire, le maire ou le sous-préfet intervient dans la procédure. Ils remplacent le système judiciaire autrement absent. Dans les mots du sous-préfet, il s'agit d'un arbitrage et non pas une réconciliation. Néanmoins, une bonne partie des interlocuteurs semble faire confiance à ce système. Dans des cas rares, le maire et le sous-préfet transmettent le cas vers le tribunal de grande instance de Bangassou.

SYMBOLE DE RÉCONCILIATION

Plusieurs interlocuteurs, y compris le conseil sous-préfectoral de la jeunesse et les membres de l'OFCA, ont fait part d'une méthode spécifique de transition de situation conflictuelle à une réconciliation. Entre autres la maire précédente appliquait cette méthode. Elle consiste à égorger une chèvre et verser le sang sur les deux parties en conflit et les faire échanger les vêtements publiquement.

La ex-maire aurait appliqué cette méthode pour avancer le rapprochement entre les communautés chrétiennes et musulmanes après la fuite de ces derniers.

En cas de besoin de réconciliation, il y a un nombre d'organisations qui peuvent venir en appui dans ce processus. Les plus cités par les enquêtés sont la Plateforme Religieuse (44%) et le Conseil Sous-Préfectoral de la Jeunesse (46%) en général, le Comité de la Paix par les hommes (50%) et l'Organisation des Femmes Centrafricaines par les femmes (36%). Ils sont décrits plus en détail ci-dessous. Pour souligner les besoins économiques de la ville, les personnes enquêtés demande une implication plus avérée de toutes les OSC afin de créer plus d'opportunités économiques, spécifiquement pour les jeunes.

FEMMES

Les répondants ont une vision diversifiée des femmes dans les conflits de Ouango. 59% d'entre elles disent chercher surtout des solutions aux conflits, et ce principalement à travers la sensibilisation. La moitié des hommes interviewés trouve qu'elles rapprochent les communautés. Mais 25% dans les deux groupes indiquent qu'il n'y a aucun rôle pour les femmes. Parmi ce derniers, 9 des 10 répondants veulent que cela change.

L'histoire récente de Ouango montre que les femmes peuvent jouer un rôle essentiel dans l'apaisement des relations intercommunautaires comme le démontre l'exemple de la précédente maire. Plus généralement, plusieurs interviewés, y compris l'OFCA, affirment que les femmes ont joué un rôle actif dans la facilitation, la sensibilisation et la médiation des conflits au sein de la localité de Ouango.

Actuellement, leur rôle semble, selon les répondants, largement réduit à une « influence en coulisse » limitée à apaiser les esprits au sein de leur famille. Cependant, cette position leur donne toujours une influence réelle sur la communauté. Un groupe de femmes estime même que « si les Anti-Balaka ont cessé les atrocités c'est grâce aux conseils de leurs femmes⁵. »

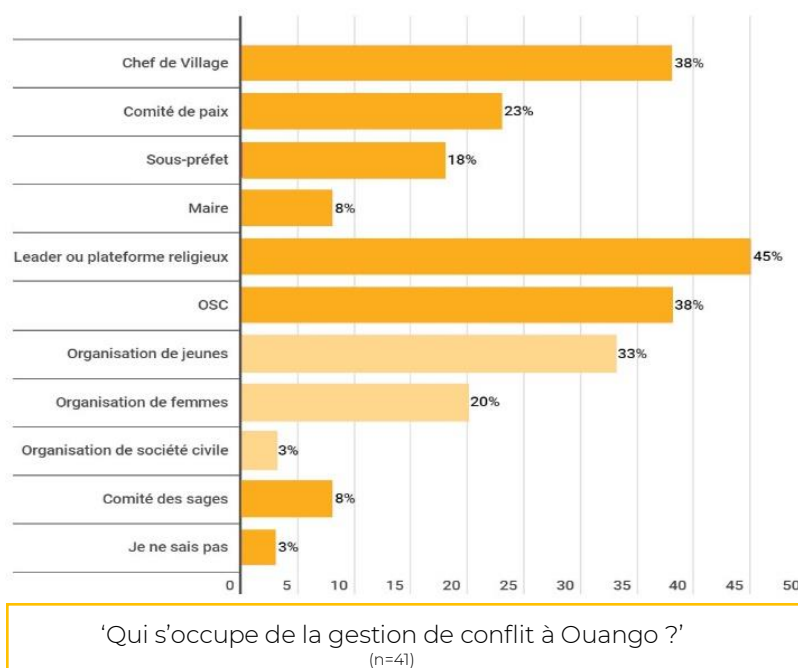
Néanmoins, de l'autre côté, certaines vont jusqu'à évoquer une marginalisation des femmes par les autorités locales.

Par ailleurs presque la moitié des répondants veulent que leur implication soit renforcée et personne n'a exprimé d'opinion contraire. De plus, parmi les 22 personnes qui ont répondu à cette question, ce sont les hommes qui insistent sur une implication des femmes en tant que leader du processus, alors que les femmes mentionnent surtout des éléments liés à leur position au sein de la société – le respect des droits de la femme et la simple participation aux processus – qui doivent encore être acquis.

ACTEURS

De nombreuses organisations et autres acteurs ont été citées par les répondants comme actives dans la gestion de conflits et/ou la consolidation de la paix. Les plus importants sont citées ci-dessous. Toutes ses informations sont en lien avec les réponses des participants.

Les répondants ont un souvenir vif du comité des sages. Leur rôle était d'intervenir en cas de problèmes. Leur fonctionnement, et plusieurs membres, ont largement été repris par la plateforme interreligieuse et le comité local de paix et réconciliation.



⁵ Focus Groupe 2 avec quatorze femmes (agricultrices), tenu à Ouango –Donald Koe Miabe fac. Donald Koe Miabe –14/08/21

CONSEIL SOUS-PRÉFECTORAL DE LA JEUNESSE (CSPJ)

Comme dans tous les chefs-lieux du pays, il existe le Conseil Sous-Préfectoral de la Jeunesse. À Ouango, ils sont très appréciés pour leurs travaux de résolution de conflit. Par contre, il semble y avoir un problème d'inclusivité notamment lorsqu'il s'agit des femmes et des autres minorités qui composent la localité de Ouango. D'après les membres de ce conseil, il existe un décalage entre les autorités locales et les jeunes de Ouango par manque de prise en compte de leurs opinions.

BUT	Maintien de la paix et la cohésion sociale entre les différentes communautés
THÈMES	Résolution de conflits et la consolidation de la paix La paix et la cohésion sociale dans la localité Droit des femmes
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale Sensibilisations sur les droits des femmes Facilitation de dialogue, y c. ateliers de dialogue Désherbage de la ville
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Une minorité importante des enquêtés ont une mauvaise impression du CSPJ parce qu'ils ne sont pas assez actifs et/ou inclusifs. Surtout le manque de femmes (ou d'autres groupes défavorisés) dans leurs rangs et le sentiment auprès des jeunes de la localité qu'ils ne sont pas écoutés proposent des pistes d'amélioration.

PLATEFORME RELIGIEUSE

La plateforme religieuse est présidée par un prêtre et est constituée par les prêtres et pasteurs de Ouango. Elle est le plus souvent citée comme organisme qui gère les conflits. Leur plus grande force est que les membres sont très écoutés dans leurs communautés respectives. Néanmoins, le manque d'inclusivité des femmes et de jeunes est important. Et, comme les OSC, un renforcement des capacités pourrait les faciliter à mieux endosser leur rôle de réconciliateur.

BUT	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes couches sociales et communautés
THÈMES	La paix, tolérance et acceptation entre les différentes confessions
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Véhiculer les messages de paix dans leurs communautés Facilitation le dialogue entre les parties en conflit Médiation en cas de conflit
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Généralement positive. Cette structure serait acceptée par la communauté car les leaders religieux sont les plus écoutés et respectés par la communauté. Certains déplorent qu'il n'y ait aucun rôle pour les femmes ou les jeunes et que ces groupes défavorisés ne sont pas aidés par la plateforme.

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) de Ouango fait partie de ce réseau à travers le territoire centrafricain. Elles semblent plus populaires chez les femmes que chez les hommes pour des questions liées aux conflits.

BUT	Représenter les femmes de la localité sur le plan régional et défendre leurs places dans la société
THÈMES	Position de la femme dans la localité Gestion et prévention des conflits au sein de la communauté
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale Sensibilisations sur les droits des femmes Facilitation de dialogue, y c. ateliers de dialogue
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Généralement positives. Certains mentionnent un manque d'inclusivité sur le plan local : Les minorités, les jeunes femmes, et les personnes handicapées ne seraient pas impliquées dans cette organisation. Elles ont une réputation de s'aligner trop facilement avec le pouvoir en place. Et elles pourraient faire plus pour la position des femmes et des jeunes dans la société.

COMITÉ DE PAIX (CP)

Le CP est un initiative local initié en 2014. Bien qu'ils aient une bonne réputation au sein de la population, ils semblent plus populaires chez les hommes que chez les femmes. Ensemble avec la maire précédente de Ouango, ils ont joué un rôle important dans l'apaisement durant les années difficiles suite au règne du Séléka et à la prise de contrôle par les Anti-Balaka.

BUT	Favoriser le vivre ensemble entre les différentes communautés
THÈMES	Résolution de conflit Reconstruction des relations intercommunautaires La place de la femme dans la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Facilitation de dialogue, y compris les ateliers Sensibilisation sur la paix, cohésion sociale et le vivre ensemble
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Très positives. Ils ont une meilleure réputation d'inclusivité, bien que les demandes de mieux servir les besoins des jeunes et femmes reviennent aussi.

COMITÉ LOCAL DE PLANNING ET SUIVI (CLPS)

Le CLPS est un organe qui regroupe plusieurs acteurs publics et de la gestion de conflit à Ouango. Il a été mis en place par Acted au cours de l'année passée et est présidé par le secrétaire de la sous-préfecture, une femme dynamique selon les participants. Les membres sont : OFCA, Mairie, Conseil sous-préfectoral de jeunesse, Croix Rouge Centrafricaine, Plateforme Religieuse, Comité de paix, Minorité : un des seuls musulmans actuellement basé à Ouango.

Selon les membres du CLPS, ils entretiennent de bonnes relations car ils ont des objectifs similaires. Pour mieux faire leur travail, ils estiment avoir besoin d'un renforcement de capacité en modes alternatives de gestion pacifique de conflit – ce qui a été identifié par l'équipe de Concordis comme un besoin légitime.

BUT	Chapoter les organisations de société civile locales Préservation des acquis des ONG dans la ville Promouvoir la paix et le vivre ensemble intercommunautaire avec des échanges économiques gagnants-gagnants
THÈMES	Gestion de conflit Culture de non-violence et dialogue entre les communautés Maintenance des bâtiments et autres biens installés par les ONG
ACTIVITÉS CONCRÈTES (EN LIEN AVEC LES CONFLITS)	Sensibilisation contre la violence, sensibilisation sur la paix et la cohésion sociales et le vivre ensemble Médiation : « Intervention en tierce partie neutre avec le mandat et la permission des parties en conflit. »
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Comme le CLPS est encore nouveau, les répondants ont préféré détailler d'autres OSC (Organisations de jeunes, de femmes ou de société civile). Néanmoins, ils semblent généralement acceptés comme un comité pour l'avancement de la paix et qu'ils cherchent à être inclusifs.

EX-MAIRE

Depuis l'arrivée des Séléka, la maire précédente de Ouango s'est approchée des éléments perturbants la paix. Après que les Anti-Balaka aient repris le contrôle de la ville, elle a continué ce travail avec eux. Beaucoup de répondants lui attribuent un rôle pivot dans l'apaisement des relations entre les groupes armés et dans la médiation entre les communautés.

Avec patience et persistance, elle aurait influencé ces interlocuteurs vers des actions non-violentes. Elle aurait réussi à prévenir que les maisons des communautés musulmanes soient incendiées et que certaines atrocités soient commises. Certains lui attribuent même le fait que les Anti-Balaka aient déposés les armes.

RECOMMANDATIONS ET BASE POUR PLAN D' ACTION

Les tensions les plus importantes, soulevées par la consultation, se situent entre les communautés chrétiennes et musulmanes – bien que seulement les avis de ces premières ont pu être relevés.

Les habitants de Ouango expriment le souhait et le besoin d'un retour des communautés musulmanes, motivés par la nécessité de diversifier l'économie locale et de relancer le commerce. Déjà depuis les interventions de la ex-maire avec le Comité de Paix et des autorités locales, la situation a fortement améliorée. Il est maintenant important de capitaliser sur ces avancées et de faciliter le retour des communautés musulmanes – si celles-ci le souhaitent.

Néanmoins, pour y arriver, plusieurs conditions doivent être remplies : une réconciliation approfondie est nécessaire pour rapprocher d'abord les communautés, les Anti-Balaka doivent être désarmés et réintégrés pour que les musulmans puissent se sentir en sécurité et les forces de l'ordre devraient prévenir un retour à la violence.

Selon les habitants enquêtés, l'action la plus importante pour promouvoir la paix à Ouango est la restauration de l'autorité de l'Etat (88%). Bien que ceci soit une opinion partagée, les femmes opinent également qu'il est important de les impliquer davantage dans le processus de la paix (77%) et de désarmer les groupes armés (68%). Cette dernière opinion est seulement partagée par 39% des hommes. Il est important de mentionner qu'autour de 60% des enquêtés trouvent aussi important d'impliquer les jeunes dans le processus de la paix et de miser sur le dialogue et la réconciliation.

SUPPORT POUR RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE

Les habitants de Ouango considèrent la relance économique comme essentielle pour la consolidation de la paix. La pauvreté est considérée comme l'une des raisons principales de l'insécurité, surtout parmi les femmes. De plus, après « vivre en paix, » « subvenir aux besoins de ma famille » est l'aspect la plus important dans la vie pour les femmes, et « avoir un travail » pour les hommes. Lorsqu'est demandé ce qu'ils considèrent les obstacles les plus importants pour l'atteindre, les réponses sont respectivement « un manque de moyens financiers » et « un manque d'opportunités d'emploi. »

femmes. De plus, après « vivre en paix, » « subvenir aux besoins de ma famille » est l'aspect la plus important dans la vie pour les femmes, et « avoir un travail » pour les hommes. Lorsqu'est demandé ce qu'ils considèrent les obstacles les plus importants pour l'atteindre, les réponses sont respectivement « un manque de moyens financiers » et « un manque d'opportunités d'emploi. »

Essentiellement, certains lient aussi le manque d'opportunités à la présence des groupes armés, surtout parmi les jeunes, et à la position parfois faible des femmes dans la société. Des supports sont proposés pour reconstruire la résilience de la population en général avec une attention spécifique pour ces deux groupes.

BESOIN DE SUPPORT

C'est pourquoi les répondants demandent un support pour **développer les activités économiques** à Ouango et **créer des opportunités pour les jeunes**. Les **activités génératrices de revenus** et la **formation professionnelle** sont le plus souvent cités. Plus concrètement, il s'agit des efforts dans les secteurs de l'agriculture surtout, mais également dans l'élevage, la couture, la maçonnerie, la mécanique et la menuiserie.

En ce qui concerne l'agriculture, il y a des besoins exprimés en termes de **semences améliorées et engrais**, mais aussi dans le savoir-faire car les années de conflits ont empêché les jeunes de suivre des formations. Les jeunes du CSPJ ont spécifié un besoin de support dans l'agriculture, le commerce et l'élevage car ils ne savent pas comment faire pour « rendre le sol fertile [...], à quelle période on doit vacciner les animaux pour éviter les maladies saisonnières [...] et comment épargner pour augmenter le revenu issu du commerce⁶. »

Certains proposent, plus spécifiquement, le retour des programmes Londo⁷ et Cash for Work pour lesquels ils ont une opinion favorable.

Comme expliqué dans le chapitre sur économie, le manque d'échanges commerciaux joue aussi un rôle prépondérant dans l'état difficile de l'économie locale. Pour le renforcer, un effort est nécessaire pour **aménager les routes et diminuer les taxes** – en plus d'une amélioration indispensable de la sécurité sur les axes. Ces dernières incluent les taxes nouvellement imposées par les FACA aux points contrôles routiers.

RETOUR DES MUSULMANS

L'une des propositions les plus importantes pour relancer l'économie est le retour de la communauté musulmane. Beaucoup de répondants sont convaincus que cette communauté, avec leur expertise dans le commerce, peut jouer un rôle pivot dans le relèvement de la localité. Depuis quelques mois, des commerçants musulmans visitent le marché mensuel de Ouango sans tension apparente de la part de la population locale, selon la plupart des répondants. D'ailleurs, c'est la motivation principale pour laquelle on réclame leur retour – ce qui mène à des réflexions sur le besoin expliqué ci-dessous de consolider d'abord de bonnes relations entre les communautés chrétiennes et musulmanes.

CONSOLIDATION DE LA PAIX

Ouango ne compte actuellement pas une grande diversité d'habitants. Il existe toujours de légères divisions entre différents groupes ethniques. Mais celles-ci ne sont presque jamais mentionnées dans des contextes de violence. **La tension principale demeure celle entre les communautés chrétiennes et musulmanes**. Ou, comme cette analyse s'est produite à Ouango où très peu de musulmans sont présents, plutôt une tension des communautés chrétiennes envers les communautés musulmanes dont la réciprocité doit encore être étudiée.

Bien qu'une bonne partie des répondants évoque le besoin du retour des communautés musulmanes, ils soulignent la nécessité de passer par une étape intermédiaire de consolidation de la paix d'abord. Spécifiquement, les habitants de Ouango mentionnent les **sensibilisations pour éviter la stigmatisation et la**

⁶ Focus Groupe 5 avec 7 femmes et 6 hommes (agriculteurs/ices, commerçantes et pêcheurs), tenu à Ouango –Stella Fizane fac. Stella Fizane –12/08/21

⁷ La Banque Mondiale, 'La Banque mondiale accorde 100 millions de dollars supplémentaires au projet LONDO en République centrafricaine', 2019, <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2019/05/30/world-bank-provides-100-million-for-the-londo-project-in-the-central-african-republic>, consulté le 28/09/21

violence et pour favoriser la paix, surtout auprès des jeunes, et des **dialogues intercommunautaires** pour atteindre la réconciliation. Certains rajoutent les activités pour rassembler les communautés, telles que les événements sportifs et les ateliers de dialogue.

D'autres soulignent le besoin de cette étape intermédiaire par leurs qualifications des musulmans comme « étranger » ou « ceux qui raflent le monopole du commerce⁸. »

Besoins de support

Concrètement, les répondants demandent un **support technique** aussi bien qu'un **support matériel & financier**.

Comme constaté également par l'équipe de Concordis, les organes en place (CLPS, CP, CSPJ, OFCA) ont besoin de plus de formations et d'ateliers pour **renforcer leurs capacités** en termes de médiation, de méthodes pacifiques de résolution de conflit, et de sensibilisation, mais également en termes d'intégration des valeurs d'impartialité, d'inclusivité et de neutralité au sein de leur approche.

L'économie locale et la résilience des habitants étant affectés par la situation, ces organes ont également besoin d'un support externe sur le plan financier et matériel – comme le transport, les mégaphones, etc. – pour assurer un fonctionnement adéquat. Les jeunes du CSPJ et la femme leader du groupement économique « Solidarité pour le développement de Ouango » ont également souligné que le lancement d'une radio communautaire pourrait aider à partager les messages de paix.

RETOUR DES FORCES DE L'ORDRE, DE L'ETAT ET DDDR DES ANTI-BALAKA

Parmi les enquêtés, 68% indiquent l'absence des forces de l'ordre comme une raison clef pour l'insécurité. Parmi les femmes, cela va même jusqu'à 82%. Entre-temps, une majorité importante demande le désarmement des Anti-Balaka – qui ont cessé la plupart de leurs actions armées mais continuent à constituer une menace pour la sécurité.

Les **habitants se sentent vulnérables** et ont besoin d'une ville sécurisée, aussi bien que d'axes routiers libérés de bandits et de groupes armés pour encourager l'économie locale. Au vu de l'expérience qu'ils ont avec les groupes armés, y compris les Anti-Balaka, ils préfèrent nettement les FACA et ont besoin d'une réintégration des Anti-Balaka dans la société.

Il semble exister une **confluence entre la restauration de l'autorité de l'Etat et le retour des forces de l'ordre**. Quand demandé ce qui les empêche de vivre en paix, les femmes enquêtées ont tendance à dire « l'absence des autorités de l'Etat » (aussi bien qu'un manque de moyens financiers) alors que les hommes mentionnent de manière plus affirmative « l'absence des forces de l'ordre. »

En revanche, il existe en même temps un véritable **manque de confiance envers les autorités de l'Etat**, s'expliquant par l'impression que les habitants ressentent vis-à-vis d'une apparente négligence des autorités envers leur sort, un ressentiment qui persiste jusqu'à aujourd'hui. Il y aura donc le besoin de renforcer les liens entre ces autorités et les communautés de Ouango.

ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES (INTERNATIONALES)

Les habitants de Ouango se sentent parfois abandonnés, par manque d'attention de l'Etat, absence des forces de l'ordre et un intérêt des ONG qui leur semblent minime – typifié par une absence de bases dans la localité.

⁸ Entretien individuel 1 avec M. GNENEDE Fulbert, Maire de Ouango, tenu à Ouango – Donald Koe Miabe fac. Donald Koe Miabe –13/08/21

Ils s'interrogent ouvertement sur le manque d'implication de ces dernières, au vu de leur présence à travers la région.

La demande pour une implication approfondie de ces dernières est motivée de plusieurs façons. Comme expliqué sous les recommandations économiques et de consolidation de la paix, il y a un besoin de support technique, financier et matériel pour la mise en place des activités liées à celles-ci. Mais certains voient aussi les ONG comme une source d'emploi.

En même temps, des inquiétudes existent quant à la pérennité des effets de la présence des ONG et de l'esprit de collaboration avec les autorités locales.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitative permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont pris en compte pour contexte et détail.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposée sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toutes consultations dans un temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - OUANGO